

Zeitschrift: Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art
Herausgeber: Visarte Schweiz
Band: - (2007-2008)
Heft: 1: Das Kulturministerium = Le ministère de la culture = The ministry of culture

Artikel: Le forum, le ministre et la méthode paradoxale appliquée à la culture = Das Forum, der Minister und das auf den Kulturbereich angewandte Paradox = A forum, a minister and a paradoxical method applied to culture

Autor: Coen, Lorette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-623092>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE FORUM, LE MINISTRE ET LA MÉTHODE PARADOXALE APPLIQUÉE À LA CULTURE

Lorette Coen



FORUM DES ARTISTES BIENNE, 2005

Nous sommes-nous trompés de pays? Depuis septembre 2005, la culture suisse est régie par un ministre! Non, il ne s'agit pas de Pascal Couchepin, le conseiller fédéral actuellement affecté aux affaires intérieures qui gère aussi, parmi d'autres occupations plus graves, les lettres et les arts dont, et surtout, le cinéma. Le «milieu» (comme d'autres disent «la branche») a éprouvé le besoin d'élire lui-même son patron. Le candidat Heinrich Gartentor, artiste performer dans la quarantaine établi à Thoune, a reçu

l'investiture suprême suite à une consultation nationale par le moyen d'Internet. On n'ose parler de «consultation populaire» car l'événement est largement passé inaperçu de cette mystérieuse entité que l'on nomme le peuple.

Pouvait-il en être autrement? Le projet, défendre par l'illustration l'idée d'un ministère de la culture, semble si radicalement allogène au fédéralisme suisse. De même qu'il lui est étranger de penser l'activité des artistes en

termes d'intervention politique. Ou lui paraît saugrenue l'éventualité d'une politique culturelle de la Confédération, refusée à deux reprises par le peuple – dont le fameux pour cent culturel en 1986, souvenons-nous – subrepticement introduite ensuite, mais en termes ambigus, à la faveur de la révision totale de la Constitution fédérale en 1999.

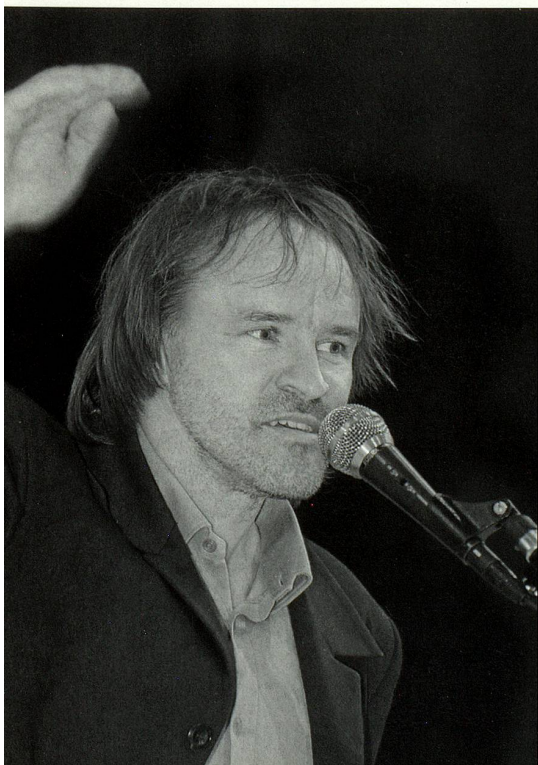
Le symposium d'intronisation de Heinrich Gartentor fut un large rassemblement non populaire et non officiel d'artistes et de médiateurs de l'art. Il s'est déroulé symboliquement à Bienne, la ville du multilinguisme et de nombre d'audaces sociopolitiques. Événement hautement paradoxal, il a pu compter sur le soutien bienveillant et amusé des institutions directement concernées: l'Office fédéral de la culture, la fondation Pro Helvetia, l'Office de la culture du canton de Berne et la ville de Bienne.

Organisé avec sérieux, dans un esprit d'efficacité, attentivement bilingue comme beaucoup de manifestations fédérales ne le sont plus, ce Forum a réuni durant trois jours une centaine de représentants des différentes disciplines de l'art, venus de toutes les régions du pays afin de réfléchir sur «art, pouvoir et liberté». A ce caractère véritablement national, s'est ajoutée la volonté rafraîchissante d'échapper aux scénarios convenus, au piège corporatiste ou militant. On n'y vota pas la révolution, on ne prit aucune résolution, on y souleva des questions sans craindre qu'elles ne restent ouvertes, bien au contraire.

Née du constat de l'immense fossé séparant culture et politique, stimulée ensuite par l'affaire Hirschhorn et par les cris inarticulés, les débats primaires, les comportements compulsifs qu'elle a suscités, l'action engagée lors du Forum des artistes appelle, en effet, des prolongements. Le ministre Gartentor a défini d'emblée son rôle et sa méthode qui tiennent en peu de mots: observer, commenter, provoquer des débats chaque fois que nécessaire. Suppléer autant que possible au silence des représentants politiques qui ne veulent ni ne savent relayer les artistes. Non que ces derniers cherchent à obtenir une quelconque amélioration de leur condition matérielle. En premier lieu, ils souhaitent que soient prises en compte leurs professions et que soient défendus leurs points de vue sur la société. Exigence plus ambitieuse encore: en lieu et place de l'indifférence habituelle, les artistes attendent respect de leur activité et reconnaissance de leur apport.

Singularité de la démarche, les artistes s'adressent à l'échelon du pouvoir le moins enclin à les entendre puisque subsidiaire. Ce faisant, ils accordent à l'Etat fédéral une importance flatteuse. Ils en attendent vision, projets, propositions. En d'autres mots qu'il remplit à leur égard sa mission politique. Sollicitation inédite, quant au fond et à la forme. A laquelle Berne, comprenant qu'il ne s'agissait pas d'un canular, a réagi en refusant de se laisser déranger. La Confédération ne renouvellera pas son soutien au Forum qui devrait ouvrir la législature suivante, celle du successeur de Heinrich Gartentor. Pas question de pousser la plaisanterie trop loin!

Gartentor während der Antrittsrede



Biel/Bienne

An meiner Antrittsrede legte ich dar, wieso ich Kulturminister habe werden wollen. Ich sei mit dem festen Glauben in den Wahlkampf gestiegen, dass es ein solches Amt unbedingt brauche, erzählte ich. Denn anlässlich eines Podiumsgesprächs der visarte.bern zum Thema «Kultur und Politik» habe ein Berner SVP-Grossrat geäußert, dass es der Politik an Kultur-Ansprechpersonen mangle und dass die Kunstschaffenden selber schuld seien, wenn sich die Politiker nicht stärker für ihre Anliegen einsetzten. Weil ihnen, den Politikern, die Sachkenntnis fehle, →

Lors de mon discours d'entrée en fonction, j'ai dit pourquoi j'ai voulu devenir Ministre de la culture: je me suis lancé dans la campagne électorale avec la ferme conviction que ce mandat était absolument nécessaire, ai-je déclaré. En effet, à l'occasion d'un débat de visarte.bern sur le sujet «Culture et politique» un membre du Grand Conseil bernois UDC avait affirmé qu'il manquait en politique des interlocuteurs culturels et que c'était de la faute des créateurs →

In my inaugural speech, I explained my reasons for wanting to become a cultural minister. I campaigned because I was convinced that such an office was absolutely necessary. In a panel discussion hosted by visarte.bern on the topic of "Culture and Politics", a Swiss People's Party member of the Bernese Cantonal Parliament commented on the lack of spokespersons for cultural policy, asserting that failure to obtain government support for their concerns was →

DAS FORUM, DER MINISTER UND DAS AUF DEN KULTURBEREICH ANGEWANDTE PARADOX

Lorette Coen

Haben wir uns etwa im Land geirrt? Seit dem September 2005 wird die Schweizer Kultur von einem Minister regiert! Nein, es handelt sich keineswegs um Pascal Couchepin, den Bundesrat, der zurzeit mit dem Innendepartement befasst ist und der, neben gewichtigeren Geschäften, auch die Literatur und die Künste betreut, und darunter, und vor allem, den Film. Das «Milieu» (andere sagen «die Branche») hat das Bedürfnis entwickelt, seinen Chef selber zu wählen. Der Kandidat Heinrich Gartentor, abgeschieden in Thun wirkender Kunstperformer, erhielt die Weihen nach einer landesweiten Befragung per Internet. Man darf nicht von einer «Volksbefragung» reden, ist doch das Prozedere am mysteriösen Wesen, das man das Volk nennt, weitgehend unbemerkt vorübergegangen.

Könnte es überhaupt anders gewesen sein? Der Plan, das Konzept eines eigenen Kulturministeriums mit einer praktischen Illustration zu propagieren, scheint dem Schweizer Föderalismus durchaus fremd zu sein. Ebenso fremd ist ihm die Vorstellung, dass zum Wirken der Künstler auch die politische Intervention gehört. Und abwegig erscheint ihm generell eine eidgenössische Kulturpolitik, nachdem das doch vom Volk zweimal – darunter noch in bester Erinnerung 1986 das famose Kulturprozent – abgeschmettert worden ist und die Kultur sich, allerdings mit unklaren Bestimmungen, nur dank der Totalrevision unbemerkt in die Bundesverfassung eingeschlichen hat.

Die Amtseinsetzung von Heinrich Gartentor fand im Rahmen einer grossen, nichtöffentlichen und inoffiziellen Tagung von Künstlern und Kunstvermittlern statt. Sie fand symbolischerweise in Biel statt, der soziopolitisch wagemutigen Vielsprachenstadt. Obwohl eine ganz paradoxe Veranstaltung, konnte sie die wohlwollende und schmunzelnde Unterstützung der betroffenen Institutionen geniessen: des Bundesamts für Kultur, der Stiftung Pro Helvetia, der Kulturämter des Kantons Bern und der Stadt Biel.

Gediegen organisiert, mit Blick auf Wirkung, stets besorgt um die Zweisprachigkeit, wie man es in vielen Schweizer Veranstaltungen nicht mehr kennt, hat dieses Forum während dreier Tage um die hundert Vertreterinnen und Vertreter der verschiedenen Kunstsparten versammelt, die aus allen Landesgegenden anreisten, um über «Kunst Macht Freiheit» nachzudenken. Zu diesem in bestem Sinne nationalen Aspekt kam die erfrischende Tendenz, eingeschliffene Rituale zu vermeiden und den Fallen der Interessenpolitik oder Militanz zu entgehen. Hier wurde nicht die Revolution beschlossen, keine einzige Resolution gefasst; man ging hier Fragen an, ohne zu fürchten, dass sie offen bleiben könnten, ganz im Gegenteil.

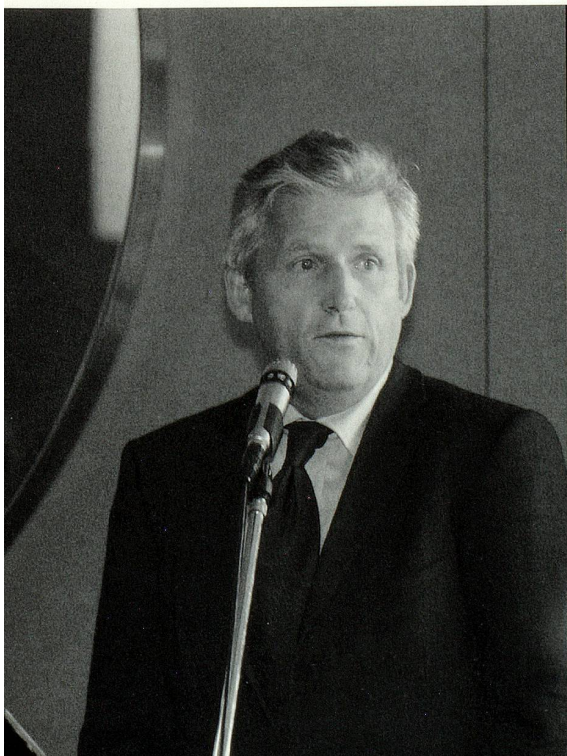
Hervorgegangen aus der Feststellung des riesigen Grabens, der die Kultur von der Politik trennt, angeregt dann durch die Hirschhorn-Geschichte und das sprachlose Geschrei, die primitiven Debatten und Erregungen, die sie ausgelöst hat, ruft die engagierte Tat des Forums der Künste wirklich nach einer Folgeaktion. Minister Gartentor hat zu Beginn seine Rolle und seine Tätigkeit beschrieben, die, in wenigen Worten, darin besteht, zu beobachten, zu kommentieren, Debatten auszulösen, wo immer dies nötig erscheint. Das Schweigen der Politiker, die weder die Künstler vertreten wollen noch können, so gut wie möglich auszufüllen. Es geht den Kulturschaffenden nicht so sehr um eine gewisse Verbesserung ihrer materiellen Lage. Sie wünschen sich in erster Linie, dass ihre Berufe anerkannt und ihre Sicht der Gesellschaft gehört werden. Ja, mehr noch: Die Kunstschaffenden erwarten, dass man ihre Tätigkeit respektiert und ihre Leistung anerkennt.

Ein einzigartiges Vorgehen: Die Kulturschaffenden wenden sich an die Macht, die ihr am wenigsten nah ist, weil sie nur subsidiär wirkt. Indem sie es tun, werten sie den Bund schmeichelhaft auf. Sie erwarten von ihm Visionen, Projekte, Vorschläge. Anders gesagt: Sie erwarten, dass er ihnen gegenüber seine politische Aufgabe wahrnimmt. Ein ganz originelles Ansinnen, sachlich so gut wie formal. Die Reaktion von Bern war, nach dem es verstanden hatte, dass es sich um keinen Scherz handelt, sich nicht weiter molestieren zu lassen. Der Bund wird seine Unterstützung des Forums der Künste, mit dem die nächste Legislatur – des Nachfolgers von Heinrich Gartentor – beginnen soll, nicht wiederholen. Keine Frage, der Scherz darf nicht zu weit getrieben werden.



FORUM DES ARTISTES BIENNE, 2005

Hans Stöckli; Nationalrat SP, Stadtpräsident Biel



Biel/Bienne

... werde die Kultur halt vordringlich aus finanzieller Perspektive wahrgenommen und diskutiert. Politiker hätten keine Holschuld, so der SVP-Grossrat, aber es sei stets hilfreich, wenn jemand da sei, der als Fachperson gelten könne. Das nahm ich mir zu Herzen.

... si les élus politiques ne s'engageaient pas davantage dans leur intérêt. Comme les élus politiques ne connaissent pas la matière, la culture est perçue et discutée prioritairement dans une perspective financière. Les élus politiques, d'après le membre du Grand Conseil UDC, n'auraient pas à aller chercher l'information, mais il est toujours utile qu'il y ait quelqu'un qui puisse faire fonction de spécialiste. C'est ce que j'ai pris à cœur de réaliser.

... the artists' own fault. Lacking the necessary expertise, politicians simply tend to regard and discuss culture mainly from the economic vantage point. Not that politicians owe anyone anything, he pointed out, but having someone around who is deemed culturally in-the-know would always help. I took his advice to heart.

A FORUM, A MINISTER AND A PARADOXICAL METHOD APPLIED TO CULTURE

Lorette Coen

Are we in the right country?! Since September 2005, Swiss culture has been in the hands of a minister! No, not Pascal Couchepin, the Federal Councillor currently in charge of Home Affairs, who also manages, among other more serious sectors, literature and the arts – including, and above all, Swiss film. What happened is that the "milieu" (what others term the "branch") felt the need to elect a director of its own. A nation-wide vote on the Internet conferred this supreme honour upon the candidate Heinrich Gartentor, a performance artist in his forties from Thun. Actually, the results were hardly "by popular consent", since the event went widely unnoticed by that mysterious entity known as "the people".

How could it have been otherwise? Using a concrete illustration to defend the idea of a minister of culture seems so radically foreign to Swiss Federalism. As alien as it is to think of the activities pursued by artists in terms of a political intervention. Or as preposterous as the idea of the Confederation pursuing a cultural policy – something the people have already refused twice over, including the famous "cultural percentage" idea of 1986, which was then stealthily – and ambiguously – reintroduced upon the Constitution's total revision in 1999.

Gartentor's inauguration was a large, unofficial and non-popular symposium of artists and art mediators. For symbolic reasons, it was held in Bienne – a multilingual town also known for its numerous and daring socio-political undertakings. Highly paradoxical as it was, the event attracted the kindly-disposed if amused support of those institutions directly involved: the Federal Office of Culture, the cultural foundation Pro Helvetia, and the

Office of Culture of the canton of Berne and the town of Bienne. It was organized with all due care and efficiency. Considerately, too, it was held in two languages, contrary to many a federal event these days. For three days, the Forum assembled some one hundred representatives of different artistic disciplines and from all over Switzerland, in order to address the topic of "Art, Power and Freedom". Besides its truly national character, the Forum represented a refreshingly novel approach avoiding conventional patterns as well as the pitfalls of corporatism or militancy. No revolution was voted nor was any resolution passed; all sorts of issues were raised and left open-ended, even preferably so.

Clearly, the action undertaken in the form of that artists' Forum demands to be prolonged. Born of the realization of the enormous gap between culture and politics, it received further impetus from all the inarticulate screams, simplistic arguments and compulsive reactions incited by the Hirschhorn affair. Right off, the minister Gartentor defined the role he would play and the method he planned to adopt. In a nutshell: to observe, to comment, and to instigate debate when necessary, in order to make up as much as possible for the silence of politicians who do not want – or know how – to take up cause for the artists. Not that the latter in any way seek to improve their material lot. What they want above all is for their professions to be taken into consideration, and their view of society to be upheld. More ambitiously still, they want the customary indifference towards them to be replaced by respect for their activity and appreciation of their contribution.

Their approach is unusual in that it targets the very authorities who, on the sidelines of the issue, are least inclined to lend an ear. Moreover, their manner of proceeding flatters the federal State by expecting it to come up with a vision, proposals and projects – that is, to carry out a political mission in favour of artists. Their appeal is unprecedented in both content and form. And it has left Berne – realizing that this is no mere hoax – deliberately unruffled. The federal government has no intention of renewing its support to a Forum scheduled to get the next legislature – that of Gartentor's successor – underway. No use taking the joke too far!



FORUM DES ARTISTES BIENNE, 2005